

Dix banques américaines en quête de 75 milliards

FINANCE

Le résultat des « stress tests » conduits par la Réserve fédérale a rassuré les marchés.

De notre correspondant à Washington

LE VERDICT des analyses approfondies des bilans des dix-neuf plus grandes banques américaines a atteint son objectif politique : prouver que le système financier des États-Unis n'est pas au bord de l'implosion. Pour surmonter un scénario d'aggravation de la récession, la Réserve fédérale ordonne à dix banques de trouver collectivement 74,6 milliards de fonds propres d'ici au 9 novembre. La somme est énorme mais moins alarmante que beaucoup imaginaient.

Si aucune banque n'avait dû

trouver de nouvelles ressources, ces « stress tests » n'auraient pas été crédibles. Si au contraire toutes avaient dû renforcer leur capital, la crainte d'une fragilisation extrême du système aurait été vérifiée.

600 milliards de pertes

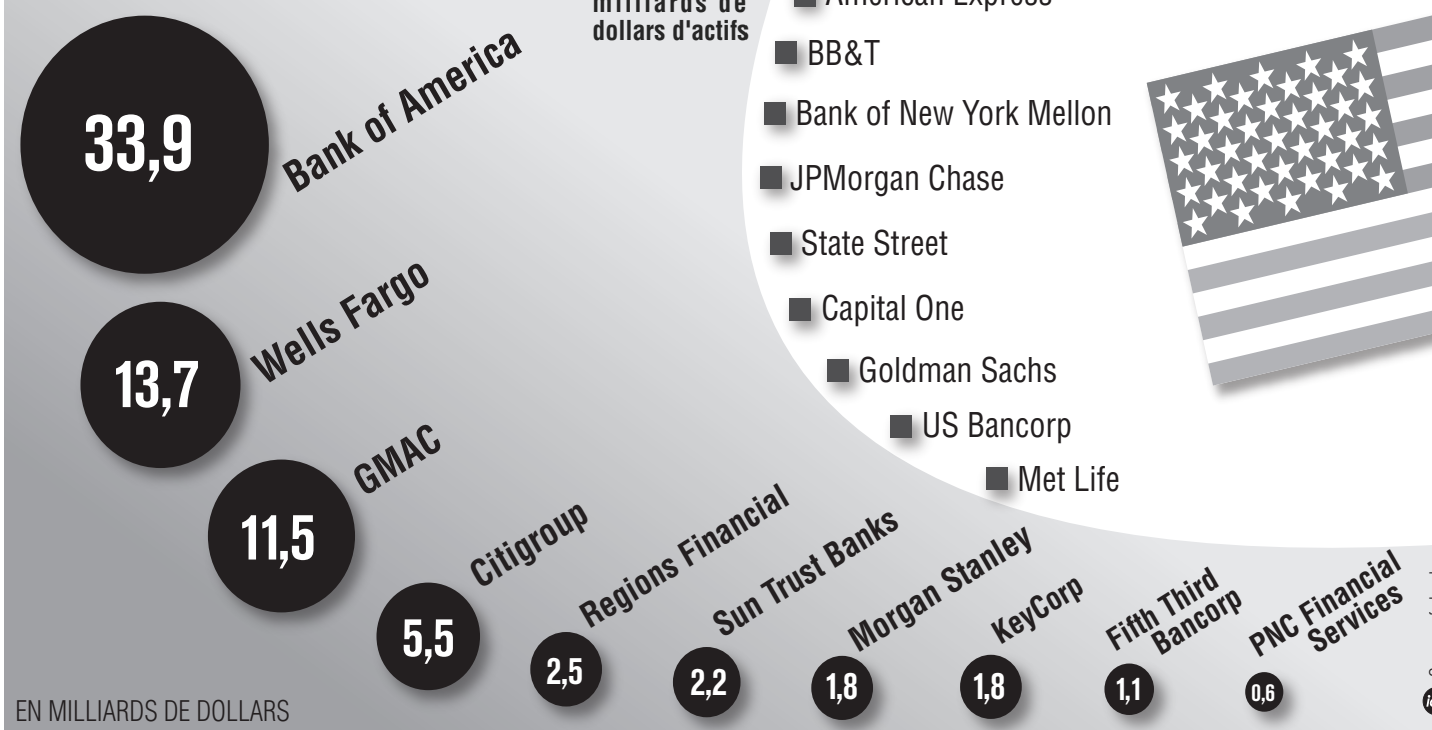
Bien entendu, les hypothèses les plus sévères dans ces simulations auraient pu être renforcées. Il n'est pas déraisonnable d'imaginer que le chômage dépassera 10,3 % l'an prochain, que la chute des prix immobiliers sera supérieure à 14 % et que la croissance sera quasi nulle. Les résultats annoncés jeudi soir auraient donc facilement pu être noircis. Sans compter que toutes les banques n'ont pas les mêmes profils de risque et les mêmes cultures.

Malgré tout, dix-neuf plus grandes banques des États-Unis

Le résultat des « tests de résistance » des 19 plus grandes banques américaines

Dix banques américaines doivent lever **74,6** milliards de dollars d'actifs

Neuf institutions sont jugées assez solides



peuvent raisonnablement subir 600 milliards de dollars de pertes d'ici à la fin 2010. 9 % de leurs prêts peuvent se révéler « non performants ».

Dans ce carnage prévisible, la filiale de crédit de General Motors (GMAC), Bank of America et Regions Financial sont celles qui courent le plus de risques propor-

tionnellement à leur capital. Elles pourraient profiter du plan de recyclage des actifs toxiques que le Trésor va tester le mois prochain.

La gestion de la crise bancaire par le Trésor et la Fed entre désormais dans une nouvelle phase. Plusieurs banques comme Wells Fargo et Morgan Stanley ont déjà annoncé leur levée de fonds pro-

pres sur le marché privé. D'autres comme Citigroup et Bank of America devront convertir une plus grande proportion de leurs actions préférentielles détenues par le Trésor en actions ordinaires. La montée du gouvernement fédéral dans le capital qui en résultera ne dépassera pas 34 %, dans le cas de Citigroup. Pour les plus solides, le

remboursement des aides versées par le Trésor l'automne dernier devient une priorité. JPMorgan Chase et Goldman Sachs sont particulièrement impatientes. Elles pourront le faire à condition de prouver qu'elles peuvent lever des liquidités sur le marché sans la garantie du gouvernement fédéral.

PIERRE-YVES DUGUA

Le secteur bancaire canadien se vante d'être l'un des plus solides au monde

Les banques résistent mieux à la crise grâce à une gestion prudente et à une régulation très stricte.

De notre envoyée spéciale à Ottawa (Canada)

CRITIQUÉES pour leur prudence excessive pendant l'euphorie financière, les banques canadiennes sont aujourd'hui citées en exemple. Contrairement à leurs voisines américaines, elles ne sont soumises à aucun « stress test » pour contrôler la résistance de leurs fonds propres à une récession prolongée. Profitables, bien capitalisées, elles ont été jugées les plus stables et les plus fortes dans un rapport du Forum économique mondial.

En dix ans, les cinq plus grands établissements canadiens ont fait leur entrée au top 50 mondial. La Banque royale du Canada (RBC) s'est hissée à la dixième place en termes de capitalisation, devançant BNP, la première française du palmarès.

Si elles n'ont pas échappé à la tempête financière, elles n'ont pas eu besoin, comme leurs concurrentes américaines, de plan de sauvetage, ni même de recapitalisation. RBC et son challenger

Toronto Dominion (TD) font partie des sept banques encore dotées d'un « triple A », chez Moody's.

Quel est donc leur secret ? « C'est dans notre culture : on est conservateurs », répond Ed Clark, le président de la TD, installée dans une tour vitrée du quartier financier de Toronto. « Nous ne nous sentons pas à l'aise avec le profil d'une banque risquée », ajoute Gordon Nixon, PDG de RBC.

Fuir les produits structurés

Il a volontairement réduit le volet investissements et marchés de capitaux à 25 % de son activité. Il n'est pas le seul. La plupart des banques du pays ont fui les produits structurés ou toxiques. Elles n'ont guère pratiqué la titrisation et ont limité l'effet de levier.

Pour sa part, Ed Clark a décidé de sortir des produits structurés en 2005. « Pas assez transparents », explique-t-il. « Et nous veillons à ce que cette règle s'applique à tous les niveaux de l'entreprise. »

La réussite tient à la structure même du marché, très concentré. Sur une cinquantaine d'établissements, six se partagent la part du lion. « À l'inverse des États-Unis, les banques de dépôt et d'investissement font partie des mêmes grou-



La Banque royale du Canada (RBC) s'est hissée à la dixième place mondiale en termes de capitalisation, devançant BNP Paribas, la première française du palmarès. N. Fearnly/Corbis

pes, couvrent tout le territoire et pratiquent une gestion très traditionnelle », explique l'économiste Laurence Booth.

Chaque demande de prêt est épluchée, l'emprunteur doit déposer de solides garanties. Une assurance est obligatoire en cas

d'apport inférieur à 20 % du capital. Et il n'y a pas d'incitation fiscale à l'endettement. Résultat : le taux d'épargne est élevé et le taux d'arriérés très bas. Selon l'Association canadienne des banques, moins de 0,3 % des prêts sont en souffrance.

Le mérite de cette solide gestion en revient aussi à Julie Dickson, « Madame Régulation », qui dirige le Bureau du surintendant des institutions financières depuis 2007. L'organisme impose des normes strictes, notamment sur le niveau de capital et l'effet de levier.

Les banques doivent détenir un capital (tier 1) de 7 % par rapport à leurs actifs et le niveau d'endettement est limité à 20 fois le capital. « Nous avons subi beaucoup de pressions pour assouplir les règles, reconnait la surintendante. La clé, c'est d'avoir un mandat clair et une vraie indépendance. »

Contrairement aux États-Unis, où il existe de multiples régulations, à Ottawa, elle est concentrée dans une seule instance, fédérale. « Lorsqu'il s'agit de prendre des décisions importantes, nous nous mettons tous autour d'une table », confirme le ministre des Finances Jim Flaherty.

En refusant les fusions il y a une dizaine d'années, le gouvernement a contribué à la réputation « boring » (ennuyeuse) des banques. Certaines à l'époque auraient bien aimé partir à l'assaut des marchés financiers. Leur naturel modeste ne les empêche pas aujourd'hui de lorgner de l'autre côté de la frontière. Elles ont déjà commencé en recrutant des experts de la finance, rescapés des City Group, Merrill Lynch et autres victimes de la débâcle. « Boring est devenu la new sexy », ironise Jim Flaherty.

ANNE CHEVIALLE

Fannie Mae accuse une perte de 23,2 milliards de dollars

IMMOBILIER. L'organisme de refinancement hypothécaire Fannie Mae, placé sous tutelle des pouvoirs publics en septembre, a enregistré une nouvelle lourde perte au premier trimestre, de 23,2 milliards de dollars. La société a ajouté qu'elle avait dû réclamer 19 milliards de plus au Trésor pour maintenir une situation nette positive. Elle avait déjà fait appel à cette facilité à hauteur de 15,2 milliards de dollars en février. Fannie Mae a expliqué ses pertes par l'augmentation de ses provi-

sions pour créances douteuses, à hauteur de presque 21 milliards, en hausse de 74 % par rapport à la fin 2008. Les dépréciations d'actifs ont également pesé sur les résultats à hauteur de 7,2 milliards de dollars. Au total, la perte nette est plus que décuplée depuis le premier trimestre 2008.

Les prêts les plus défectueux sont ceux contractés dans les quatre États américains les plus touchés par l'éclatement de la bulle immobilière : Californie, Floride, Arizona, Nevada.

La Berd apporte 432,4 millions d'euros de capital à UniCredit

EUROPE CENTRALE. La Banque européenne de reconstruction et de développement (Berd) va injecter 432,4 millions d'euros en faveur des filiales d'UniCredit en Europe centrale et orientale, dans le cadre de son plan de sauvetage en faveur des pays de l'Est. Il s'agit de la plus grande opération de recapitalisation d'un établissement privé jamais réalisé par la Berd. La banque italienne UniCredit est

restée exposée aux risques de crédit dans les pays des Balkans et en Hongrie. Par ailleurs, la Berd continue d'octroyer elle-même des prêts destinés aux PME de ces pays via les filiales d'UniCredit. Hier, elle a alloué 50 millions d'euros en faveur de la Croatie. Son enveloppe de prêts à l'Est pour 2009 s'élève à 7 milliards d'euros.

Très sollicitée à l'Est, la Berd devrait demander une augmentation de capital aux soixante gouvernements actionnaires.

Compte-rendu de l'Assemblée Générale Mixte AXA du 30 avril 2009

Le compte-rendu détaillé de l'Assemblée Générale Mixte du Groupe AXA est disponible sur simple demande auprès du service Communication actionnaires individuels dont les coordonnées figurent ci-dessous. Vous pouvez également le consulter, ainsi que toutes les informations relatives à l'Assemblée Générale, sur le site www.axa.com

- Adoption de l'ensemble des résolutions
- Approbation d'un dividende de 0,40 euro par action, avec une mise en paiement le 12 mai 2009. Les actions ordinaires coteront hors dividende à partir du 7 mai 2009.

Agenda 2009

- 07 mai
- 12 mai
- 05 août
- 14 septembre
- 29 octobre
- 20 et 21 novembre
- 20 novembre
- 23 novembre
- 08 décembre

- Publication des indicateurs d'activité des 3 premiers mois de 2009
- Paiement du dividende
- Publication des résultats semestriels 2009
- Réunion d'actionnaires à Nantes
- Publication des indicateurs d'activité des 9 premiers mois de 2009
- Salon Actionaria à Paris
- Réunion d'actionnaires à Paris (dans le cadre du Salon Actionaria)
- Réunion d'actionnaires à Rouen
- Réunion d'actionnaires à Toulouse

Communication actionnaires individuels
 N° Vert 0 800 43 48 43
appel gratuit depuis un poste fixe
 Depuis l'étranger : +33 1 40 75 48 43
 e-mail : actionnaires.web@axa.com
www.axa.com